

Terminus Bosnie

Journal de bord de la délégation pour les droits humains du Forum Civique Européen sur son séjour du 22 au 26 mars 2019 à la frontière bosno-croate près de Velika Kladuša (Bosnie).
Claude Braun du FCE Suisse



A la recherche d'une protection durable. Une famille syrienne dans un camp à Bihać.

Des jeunes qui avaient travaillé comme bénévoles à Velika Kladuša ont signalé à Heike Schiebeck du FCE Autriche la situation catastrophique dans laquelle se trouvaient les réfugié-es dans cette pointe nord-occidentale de Bosnie-Herzégovine. Heike s'y est alors rendue pour quelques jours au début de cette année. Ce qu'elle a vu l'a bouleversée et l'a poussée à constituer une délégation pour les droits humains pour étudier plus précisément la situation sur place. Aux côtés de Heike

et de moi-même, l'équipe se composait de Lisa Bolyos, une journaliste autrichienne, Jana Häberlein, co-présidente du bureau d'accueil des Sans-Papiers de Bâle, Marieke Braun en tant que photographe ainsi que Ines Durcic, une étudiante en médecine allemande. Peu de jours après nous, Alexander Behr du FCE Autriche, a suivi presque le même itinéraire que nous dans le but de réaliser un reportage pour la première chaîne de la radio autrichienne.

Fermeture de la route des Balkans

Sous l'égide du chancelier autrichien Sebastian Kurz et du premier ministre hongrois Viktor Orbán, la route des Balkans a été fermée aux réfugié-es début 2016. Les pays comme la Slovénie et la Croatie leur ont très vite emboîté le pas et ont ainsi contraint les réfugié-es à chercher d'autres itinéraires pour rejoindre l'Europe de l'Ouest et du Nord. L'un d'entre eux passe, tout de même, par la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, où une frontière de plus de milles kilomètres en terrains accidentés, sépare la Croatie du reste du monde. Fin 2018 déjà, des rapports



Les réfugié-es sont brutalement repoussés à la frontière extérieure orientale de l'UE.

faisaient état du recours massif à la violence par les gardes-frontières croates à l'égard des réfugié-es. Le but de notre délégation était d'enquêter sur ces abus et de mettre en lumière les conditions de vie des réfugié-es à cette frontière de l'UE.

Entrave à la solidarité

Venant des trois coins de l'Europe, nous nous retrouvons dimanche 22 mars, le matin tôt, à la gare de Zagreb, capitale de la Croatie. Nous embarquons dans un minibus en direction du sud. Après une heure et demie, nous passons la frontière croato-bosniaque, un peu nerveux car nous transportons du matériel médical que, pour éviter de perdre du temps à la douane, nous ne souhaitons pas déclarer. Par chance, les douaniers bosniaques nous font signe de continuer notre route. Bien que Velika Kladuša compte plus de 40'000 habitants, le centre n'est pas bien grand et nous trouvons rapidement notre auberge. Le dimanche soir, nous rencontrons deux jeunes Autrichiennes, Silvie et Irina, bénévoles sur place depuis plusieurs semaines. Elles nous parlent de leurs difficultés: quelques semaines plus tôt, tous les volontaires internatio-



Un réfugié désespéré: battu, dépouillé et repoussé par les gardes-frontières croates.

naux ont été expulsés du pays avec des motifs fallacieux. Par conséquent, les deux jeunes femmes distribuent en catimini des vêtements aux réfugié-es, toujours dans la crainte d'être découvertes par la police. Peu après, Daka nous rejoint et nous renseigne sur la situation. Il vient de Banja Luka, il a 38 ans et il est professeur de géographie. De nature calme, il inspire d'emblée confiance et sympathie.

Il nous parle des entraves que les autorités multiplient contre la solidarité locale et internationale. Il se démène pour que l'ONG «No Name Kitchen» et d'autres groupes d'entraide internationaux soient acceptés. Il se heurte constamment à une montagne d'obstacles bureaucratiques.

Nous apprenons aussi que le maire de Velika Kladuša, qui a séjourné en prison pour crimes de guerre et qui a été élu en 2016, envenime la situation en montant ses concitoyen-es contre les réfugié-es. Il sape ainsi la solidarité spontanée de la population locale, que nous rencontrons à plusieurs reprises. Les gens se souviennent de la guerre civile et éprouvent de l'empathie à l'égard de celles et ceux qui cherchent protection. Il s'agit souvent de «petits» gestes, comme donner de l'eau et de la nourriture à ceux qui passent – une aide qui va de soi, tout simplement.

L'Etat bosniaque dépassé par la tâche

Pendant longtemps, quelques centaines de réfugié-es seulement arrivaient chaque année dans ce petit pays pauvre. Mais soudain, après la fermeture de la route des Balkans, ce pays a vu déferler plus de 20'000 réfugié-es recensé-es, dont la grande majorité ne pouvait pas poursuivre leur voyage. Les autorités ont été et sont encore totalement dépassées. L'appareil étatique fonctionne tant bien que mal, la corruption est monnaie courante et la société civile est dans une situation difficile. Dans le canton de Una-Sana, que nous visitons, les autorités locales ont décrété, en février de cette année, de manière unilatérale, qu'avec 3'500 réfugié-es recensé-es, le plafond était atteint. Il n'était donc plus question d'accepter de nouveaux arrivants. De facto, la Bosnie est encore sous la tutelle de la communauté internationale, et ce depuis les accords de Dayton en 1995 qui a mis fin à la guerre civile. Cependant, la communauté internationale n'entreprend pas grand-chose pour soutenir ce petit Etat dans la question des réfugié-es. Seule l'«Organisation Internationale pour les Migrations» (OIM), une organisation affiliée à l'ONU, est active depuis peu sur place.

Accueil à l'Hôtel Sedra

Le lundi 23 et le mardi 24 mars, nous visitons deux camps qui sont gérés par l'OIM. Dépassé, l'Etat bosniaque est soulagé de pouvoir déléguer quelque peu sa responsabilité. L'ancien hôtel Sedra, au bord de la rivière Una, a changé d'affectation. Situé à 15 kilomètres de Bihać, chef-lieu du canton, il

accueil avant tout des familles de réfugié-es avec enfants. Le jour de notre visite, il y a 250 réfugié-es. L'atmosphère y est chaleureuse, les enfants sont scolarisés à l'école publique. Plusieurs organisations de bénévoles bosniaques donnent des cours de langue, prennent soin des tout-petits dans des garderies et essaient de proposer des activités intéressantes aux plus grands, notamment des cours de musique et de peinture. Mais les perspectives réelles manquent, aucun espoir d'obtenir un autre hébergement ou du travail. Tous et toutes sont dans la file d'attente, avec l'espoir de pouvoir, tôt ou tard, passer la frontière en direction de l'Ouest.

Dans le camp Miral

Le camp Miral se trouve dans une ancienne zone industrielle près de Velika Kladuša. Ici, ne vivent que des hommes. Ils sont 700 et viennent d'Afghanistan, du Pakistan, d'Irak, d'Iran, de Syrie, de Turquie et de quelques autres pays encore. Un psychologue bosniaque, engagé par l'OIM, nous conduit à travers les halles d'une fabrique et les containers d'habitation. Nous remarquons rapidement que ce jeune homme ne donne que des réponses standards à nos questions, réponses qui embellissent l'image du camp. Quoiqu'il en soit, nous pouvons nous entretenir librement avec les hommes et constatons que l'ambiance est très tendue. Il apparaît clairement que le traitement des graves problèmes de santé est insuffisant, la gale se propage, la nourriture est misérable, les conseils juridiques quasi inexistant. On entend aussi parler des brutalités infligées dans les forêts, dans ce qu'ils appellent la jungle, zone frontière tout proche de la Croatie. Un jeune Turc prénommé Murat paraît désespéré: «La police croate m'a arrêté à plusieurs reprises. Ils nous ont battus, pris notre argent et nos portables. La police croate porte des masques et frappe sans scrupules. Sur mon itinéraire de migrant, depuis la Turquie jusqu'ici, les policiers croates sont les pires. Nous ne pouvons même plus contacter nos familles puisqu'ils ont détruit nos portables.» Nous entendons beaucoup de témoignages de ce genre. Entre-temps, l'organisation «borderviolence.eu» a documenté et publié plus de 500 cas de violence contre les réfugié-es à la frontière de la Croatie: violence extrême avec des matraques, mais aussi avec des méthodes moins visibles telles que le feu mis aux sacs de couchage et la confiscation des chaussures en hiver. Hommes et femmes migrant-es, capturé-es, sont forcé-es de retourner en Bosnie devant des voitures de police, et des fois

même de se mettre à nus. Les hommes musulmans sont humiliés devant leurs fils et les femmes se voient arracher leur voile. Un des événements tragiques a été la mort de Madina Hussiny. Cette fillette afghane de six ans est passée sous un train alors qu'elle était renvoyée avec ses parents, la nuit, vers la Serbie.



Un choc pour cette petite fille: Sa mère a été blessée par des gardes-frontières.

«The game» n'est pas un jeu

Enquêter sur ces abus scandaleux n'est clairement pas la tâche des responsables des camps de l'OIM. Ceux-ci se limitent au minimum en termes d'hébergement et de nourriture pour les personnes en quête de protection. Mais bon nombre de celles-ci ne bénéficient même pas de cet accueil et sont sans-abri. Tous les jours, en fin d'après-midi, nous voyons alors, les colonnes formées de petits groupes, essentiellement des hommes jeunes avec des sacs à dos et des sacs de couchage, qui marchent en direction de la frontière. La plupart d'entre eux ne la franchiront pas, mais ils continueront à essayer. Nous parlons avec des migrants qui ont déjà tenté leur chance plus d'une vingtaine de fois. Avec un goût amer pour l'autodérision, ils parlent de ce cycle infernal en l'appelant «The game» – le jeu. Mais cela n'a rien d'un jeu, c'est l'impitoyable réalité. La colère et la tristesse nous submergent le dernier soir dans notre auberge à Velika Kladuša, quand nous voyons arriver vers

minuit un groupe d'une dizaine de personnes, des familles avec leurs enfants. Nous pensons d'abord à des familles d'ici qui rentrent chez elles. Mais ce sont des parents migrants qui portent leurs tout-petits sur le dos ainsi que des sacs de plastique avec tous leurs biens dans chaque main. Jana les rattrape et leur donne un peu d'argent. Comment vivre avec une telle injustice, nous, qui avons eu la chance d'être nés dans un endroit paisible et prospère, alors que tant de gens sur terre n'ont pas eu cette chance?

Soutiens courageux

Heureusement, il existe de petites organisations et des particuliers qui essaient d'apporter leur aide. Par exemple, Latan, 55 ans, vétéran de la guerre en Bosnie, qui exploite avec trois collègues un restaurant à Velika Kladuša où il distribue chaque jour jusqu'à 400 repas gratuits aux migrant-es. Par manque d'argent, l'établissement est resté fermé trois semaines. Mais le mardi, nous assistons à sa réouverture. La cave du restaurant abrite une boutique dans laquelle des bénévoles donnent des habits et des chaussures aux migrant-es. Latan explique pourquoi il s'implique: «J'ai connu la guerre et éprouvé dans ma chair ce que cela signifie ne pas avoir à manger ni à boire pendant longtemps.»

Le dernier jour, le mercredi 27 mars, nous rencontrons les représentantes du «Center for Peace Studies» à Zagreb. Une équipe de quatre femmes



Malgré la violence policière brutale, ces trois amis ne désespèrent pas de trouver un avenir pacifique en Europe.

courageuses de l'organisation s'engage en faveur des requérant-es d'asile. En plus de l'aide juridique et d'un téléphone d'urgence, elles essaient de réveiller l'opinion publique croate et européenne



Traiter les traumatismes avec un stylo : Malia, 16 ans, d'Afghanistan, dans le camp «Hotel Sedra».

face aux atteintes aux droits humains perpétrés à la frontière bosno-croate. Elles documentent ces violations et engagent des poursuites contre les fonctionnaires. En outre, elles sont en train de réunir des preuves attestant que des représentant-es de Frontex, l'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes, ont activement participé à ces actes délictueux.

La responsabilité de l'UE et de la Suisse

Ces atteintes flagrantes aux droits humains ne seraient pas possibles si elles n'étaient tolérées, voire couvertes par des autorités supérieures. La responsabilité première relève de l'UE, qui ne cesse de verrouiller les frontières extérieures. La Croatie n'est que son chien de garde. La Suisse est co-responsable car elle soutient la politique des frontières menée par l'UE dans le cadre de Frontex et n'a pris aucune initiative politique ou humanitaire pour soulager le sort des réfugié-es, à ce jour. Après tout ce que nous avons vu, nous ne pouvons tout simplement pas accepter cette position. Nous ne pouvons pas fermer les yeux et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir afin que les refoulements illégaux et les mauvais traitements cessent à la frontière bosno-croate. Cela exige une large sensibilisation et mobilisation du public. Par ce rapport de délégation, nous voulons y contribuer.

Forum Civique Européen
Bâle, mai 2019